

Cercle Henri Barbusse
de culture ouvrière et populaire

52 allée du Lotus Bleu,
59650 Villeneuve d'Ascq, France

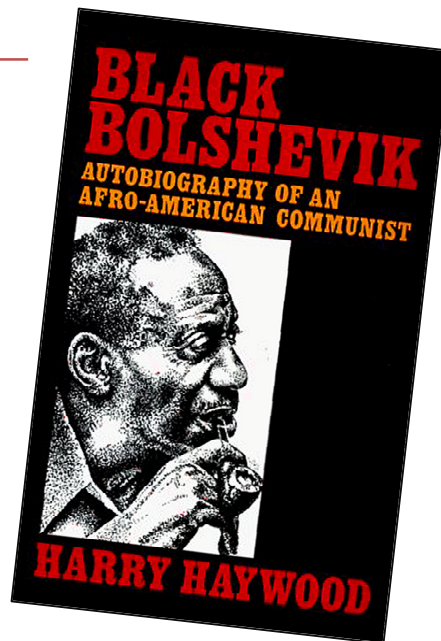
cerclebarbusse@wanadoo.fr

membre du Rassemblement des Cercles Communistes (RCC):

www.rassemblementcommuniste.org



UN NOIR ÉLU PRÉSIDENT DES USA : UNE NOUVELLE ÉTAPE DANS LA LUTTE POUR L'ÉGALITE DES DROITS !



L'élection de Barack Hussein Obama avec un score net rendant impossible le tripatouillage qui avait permis le premier mandat de Bush junior est un coup de tonnerre dans le ciel des USA et du monde entier. Les noirs aux USA, en Afrique et à travers le monde laissent légitimement exploser leur joie. Les peuples de façon générale, particulièrement les peuples opprimés, soupirent de soulagement après la défaite du Bush bis le candidat républicain Mc Cain. Le sentiment que s'éloigne le danger d'une guerre d'agression, voire d'une guerre mondiale plus ou moins immédiate s'installe. Le règne du cow-boy Bush a créé partout la haine et la peur de cette tyrannie agressive impériale US. Pour le moment, la crise financière et la dépression économique indomptables, malgré les annonces d'emprunts hypothécaires de milliers de milliards de dollars et d'euros par les Etats impérialistes eux mêmes, insufflent la peur et anesthésient le monde du travail abasourdi par la découverte brutale de l'ampleur du cataclysme systémique qui frappe la société capitaliste de consommation basée sur le crédit et la spéculation boursière. Les peuples se mettent à espérer naïvement une solution indolore.

50 millions d'Etats-uniens n'ont pas accès aux soins de santé, la mortalité infantile atteint dans certains quartiers populaires des niveaux que l'on retrouve en Afrique, le chômage de masse a été remplacé par la précarité des petits boulots insuffisants pour vivre, 12 millions de familles américaines ne peuvent payer leur nourriture régulièrement, 3,8 millions de familles connaissent vraiment la faim, la « *classe moyenne* » est paupérisée, etc.

Surfant sur un rejet massif par les masses populaires, conséquence du désastre social du libéralisme incarné par Bush, Obama a promis dans sa campagne que seront à l'ordre du jour le « changement » de la politique guerrière de son prédécesseur et la prise en compte des « petites gens ». Cette espérance a fait se mobiliser les Noirs à 95%, dont beaucoup ne votaient plus, les Hispaniques à 67%, les Asiatiques à 62%, la quasi totalité des Amérindiens, les Blancs pauvres à près de 50%, une proportion importante des couches moyennes laminées par la crise et même des électeurs qui ne cachaient pas leur racisme. Obama a aussi reçu le soutien financier massif d'une bourgeoisie US de plus en plus aux abois et intéressée à empêcher la mutation de la crise économique actuelle en crise politique immédiate. Tels sont les facteurs essentiels qui ont rendu possible l'élection d'un Noir aux USA.

LA LONGUE MARCHÉ DES NOIRS VERS L'ÉGALITÉ

Harry Haywood¹



Le capitalisme états-unien s'est construit à l'intérieur sur l'esclavage des Noirs après le génocide des Amérindiens, puis sur la ségrégation raciale officiellement abolie dans les années 50/60.

Au XIXème siècle le président Abraham Lincoln avait proclamé l'abolition de l'esclavage sous la pression du mouvement abolitionniste dirigé par l'ex-esclave Frederick Douglass et face à la nécessité d'enrôler les Noirs dans l'armée nordiste pour triompher du sud sécessionniste. A cette époque le capitalisme industriel

US avait besoin de main d'œuvre qu'il ne pouvait trouver qu'en émancipant les esclaves noirs des propriétés foncières agricoles du Sud.

Mais une fois les sécessionnistes vaincus, après l'assassinat de Lincoln en 1865, les capitalistes mirent fin à l'alliance objective entre les industriels du Nord et les esclaves libérés du Sud en rendant leurs terres aux propriétaires fonciers plutôt que de les partager entre les Noirs affranchis et les Blancs pauvres et redonnèrent le pouvoir politique aux ennemis bourgeois agrariens d'hier de la Confédération sudiste.

Les Noirs qui avaient profité de leur nouveau statut d'hommes libres et de citoyens pour élire leurs représentants aux différents postes électifs durent faire face à l'action terroriste du Ku Klux Klan qui imposa les mesures ségrégationnistes Jim Crow et Black codes. La Cour suprême des États-Unis institutionnalisa l'apartheid avec l'arrêt *Plessy v. Ferguson* en 1896 qui légalisa des institutions « séparées mais égales ».

Dans les années 1950 et 1960, un des effets de la grande guerre libératrice antiraciste et antifasciste dirigée par l'URSS contre le nazisme a été le développement d'un vaste mouvement populaire pour l'égalité sous la direction de figures comme Martin Luther King et Malcom X. C'est cette lutte antiraciste qui conduisit en 1954 à l'arrêt *Brown v. Board of*

¹ Harry Haywood, membre du Parti Communiste des États-Unis (PCUSA), membre des Brigades Internationales lors de la guerre d'Espagne, membre de la commission noire de la IIIème Internationale. Auteur d'une autobiographie - *Black Bolshevik: Autobiography of an Afro-American Communist* - qui analyse la question noire au sein du PCUSA.

Education of Topeka de la Cour suprême qui jugea anticonstitutionnelle la pratique des écoles séparées. S'appuyant sur cet arrêt, un groupe dirigé par Martin Luther King organise en 1955, autour de l'arrestation de l'ouvrière Rosa Parks (pour avoir refusé de céder sa place à un homme Blanc dans un autobus de Montgomery), un boycott du système de transport de la ville qui dura 381 jours et propulsa Martin Luther King à la tête du mouvement des droits civiques.

Tout le long de ces années, le mouvement des droits civiques prit une ampleur considérable dans le sud des Etats-Unis avec des sit-in, des manifestations, des affrontements avec les forces de l'ordre des États du sud. La télévision nouvellement entrée en scène transmet à travers les Etats-Unis et le monde entier les images de manifestants apôtres de la non-violence attaqués par des chiens policiers, par les jets puissants des arrosoirs et ainsi réprimés violemment.

En pleine guerre froide et en pleine mobilisation anticoloniale des peuples opprimés, Kennedy, chef de file du camp capitaliste, ne pouvait que constater l'impact négatif qui profitait à l'URSS de ces images de répression raciste, particulièrement en Afrique auprès des leaders et des populations d'États nouvellement indépendants. Le gouverneur de l'État de New York, le milliardaire Nelson Rockefeller, qui visait l'investiture républicaine à l'élection présidentielle de 1964, appuya financièrement le mouvement des droits civiques. Son grand-père, le riche magnat du pétrole, avait financé la construction d'un campus pour les Noirs à Atlanta où Martin Luther King a fait ses études. C'est donc presque contraint et forcé que John Kennedy proposa l'adoption du Civil Rights Bill qui invalida les lois Jim Crow et la discrimination raciale. Mais comme on le sait, Kennedy est assassiné en 1963 et il reviendra au président Johnson de faire adopter la loi en 1964. Profitant de l'état de grâce consécutif à l'assassinat de Kennedy, L. B. Johnson gagne avec 61% des suffrages, et rompant, avec la traditionnelle soumission au parti républicain, 96 % des Noirs lui accordèrent leurs votes.

Le mouvement antiraciste a été, on s'en souvient, le fer de lance de l'opposition à la guerre du Vietnam. La marche organisée en mars 1965 entre Selma – où à peine 1% des habitants noirs pouvait voter – et Montgomery fut marquée par des affrontements entre les manifestants d'une part et les forces de l'ordre sudistes plus les racistes blancs d'autre part («dimanche sanglant » 7 mars 65) . Pour la première fois, cette marche réunissait des Noirs et des Blancs de toutes les régions des Etats-Unis. Elle forcera l'adoption du *Voting Rights Act*, qui rendait illégales les pratiques électorales discriminatoires en vigueur dans le sud. Le mouvement pour les droits civiques prenait une ampleur en se répandant dans les villes du Nord où des émeutes éclatèrent en liant lutte contre la pauvreté et lutte contre la guerre du Vietnam.

C'est une époque où le mouvement noir est traversé par des dissensions entre « révolutionnaires et réformistes », entre radicaux et modérés. Martin Luther King qui incarne l'aile modérée est pour « l'intégration » tout en étant opposé à la guerre du Vietnam. Malcom X incarne le courant radical qui réfute l'idée même « d'intégration » et adhère aux idées du nationalisme noir. Le Black Panther Party, fondé au Mississippi comme parti politique radical se transforme une fois implanté dans les villes du Nord en organisation d'auto-défense active des Noirs.

L'opposition entre Martin L. King et Malcom X, qui seront tous les deux assassinés par l'impérialisme US, recoupe pour l'essentiel les divergences entre le panafricanisme prôné par Garvey de « retour en Afrique » et celui de Dubois « d'intégration à la nation américaine ».

Martin Luther King partisan de l'intégration à la « nation américaine », s'inspirant de l'expérience de l'alliance des Noirs et des Blancs pauvres au sein du People's Party à la fin du XIXe siècle, s'engagea dans la mise en place d'une nouvelle coalition en alliance avec les Indiens et les immigrants. Il organisa un sommet avec 78 leaders non-noirs et planifia, en prenant appui sur la grève des éboueurs de Memphis, d'organiser une marche sur Washington pour la justice sociale, contre la pauvreté et la guerre au Vietnam. C'est au cours des ces préparatifs qu'il sera assassiné à Memphis le 4 avril 1968.

Retenons que toute cette lutte antiségrégationniste pour l'égalité des droits engendra l'avènement d'une « couche moyenne », voire d'une bourgeoisie noire intégrée à l'« American Way of Life ».

Aujourd'hui, dans un contexte de crise systémique du capitalisme, Barack Obama apparaît à nouveau comme incarnant le rêve intégrateur de Martin Luther King. À la tête d'une nouvelle coalition démocrate et populaire jusqu'à un certain point, il a affronté directement sur le terrain électoral la droite républicaine qui n'a jamais accepté les Civil Rights Act et Voting Rights Act et qui multiplie les obstacles au vote des Noirs avec des moyens sophistiqués, notamment la radiation systématique des électeurs noirs des listes, dignes des Black Code et des législations Jim Crow.

LES DEUX PILIERS DU CAPITALISME US : EXPLOITATION DE CLASSE ET OPPRESSION RACIALE



Lamine Arfan Senghor²



Thiémokho Garang Kouyaté³

Des chiffres, tirés du *Courrier international* N°812 du 24 au 31 mai 2006, éclairent sur la gravité du désastre social raciste du capitalisme US :

Sur le plan social : « Plus de la moitié des hommes noirs élevés dans les quartiers défavorisés des centres-villes n'ont pas terminé leurs études secondaires. (...). En 2000, 65% des hommes âgés de 22 à 30 ans et n'ayant pas terminé leurs études secondaires étaient sans emploi, soit qu'ils n'aient pu en trouver un, soit qu'ils n'en aient pas cherché, soit qu'ils soient incarcérés. Or ce taux est passé à 72% en 2004 (il était de 34% pour les Blancs et de 19% pour les Latinos se trouvant dans des situations comparables). Le taux d'incarcération des Noirs a augmenté alors même que le taux de criminalité a baissé. (...) Aggravation également de la situation des hommes noirs de 22 à 30 ans ayant terminé le lycée : 50% d'entre eux étaient sans emploi en 2004, contre 46% en 2000. (...) Le taux d'incarcération a grimpé au fil des années 1990, pour atteindre des sommets historiques : 24% des hommes noirs non étudiants âgés de 22 à 30 ans étaient en prison en 2004, contre 19% en 1995. (...) Pas moins de six hommes noirs sur dix n'ayant pas terminé ses études secondaires ont déjà fait la prison à l'âge de 15 ans. Environ la moitié des Noirs âgés de 25 à 35 ans et n'ayant pas fait d'études supérieures ont des enfants dont ils n'ont pas la garde. (...) A Detroit, le chômage se chiffre à 14,1% soit le double de la moyenne nationale. Environ 1/3 de la population vit en dessous du seuil de pauvreté et la ville est à 82% noire. Dans le Comté d'Oakland de l'autre côté, habité à 83% par les Blancs, le revenu moyen des foyers y est 2 fois supérieur à celui des résidents du sud. Detroit est divisée entre Blancs et Noirs. Dans les années 50, Detroit comptait 2 millions

² Lamine Arfan Senghor, "tirailleur" africain handicapé de la guerre impérialiste 1914 - 1918, communiste sénégalais de l'Union Inter-Coloniale, militant syndicaliste CGTU et dirigeant de la Ligue de Défense de la Race Noire en France dans les années 20 et 27, candidat du PCF à Fréjus lors des élections locales de 1927.

³ Thiémokho Garang Kouyaté, communiste malien membre de l'Union Inter-Coloniale, dirigeant de la Ligue de Défense de la Race Noire, militant du PCF, fusillé en 1943 par l'occupant nazi de la France.

d'habitants. Il y en a 900.000 aujourd'hui ; après les émeutes raciales de 1967, des centaines de milliers de Blancs sont partis refusant de cohabiter avec des Noirs émancipés par le mouvement des droits civiques. La mort lente de l'industrie automobile a entraîné la disparition de la classe ouvrière traditionnelle et la ville est parsemée d'immenses usines désertes et abandonnées, mais occupées par 13.000 sans abri. (...) » Le Sida : « 25 ans après la découverte du premier cas d'infection par le VIH aux USA, si les Noirs représentent 13% de la population totale, ils comptent pour 51% des nouveaux cas d'infection – Le virus touche 7 fois plus les hommes noirs que les hommes blancs, tandis que le taux d'infection des femmes noires est 20 fois supérieur à celui des femmes blanches... ».

Comme le démontre Angela Davis dans son dernier ouvrage (*Les Goulags de la démocratie*, 2007), la prison est devenue aux USA la première 'Agence Nationale Pour l'Emploi' (ANPE) pourvoyeuse d'employés sous payés. Selon le Département de la Justice, le nombre total de prisonniers aux Etats-Unis (incluant les détenus des prisons fédérales, des prisons d'État, des prisons locales, des prisons militaires, des prisons indiennes, etc.) a atteint en 2006 le chiffre de 2 385 213 personnes. À ceux-là doivent être ajoutés 5 035 225 personnes placées sous contrôle judiciaire. Le total de cette population correctionnelle du « pays de la Liberté, de la plus grande démocratie au monde », soit 7 420 438 personnes, représente 3,2 % de la population adulte, record du monde absolu. Il s'agit d'une augmentation considérable depuis le 11 Septembre 2001 et le vote de l'USA Patriot Act, en moyenne de 2 % par an. Ces chiffres ne tiennent pas compte des prisonniers étrangers détenus par les États-Unis hors de leur territoire (Guantanamo, Bagram et autres prisons secrètes de la CIA). Et bien sûr les Noirs représentent 13% de la population mais près de 50% de la population carcérale.

Toutefois ces dernières années est en train d'émerger aux USA, en plus de la question noire, celle des Hispaniques. C'est ainsi qu'après le « choc des civilisations », dans lequel il prédisait, tout en le préconisant, un affrontement entre les civilisations chrétienne et musulmane, l'un des théoriciens de l'impérialisme US, Samuel P. Huntington, s'est mis à s'interroger sur « *Qui sommes-nous ? Identité nationale et choc des cultures* ». Selon Huntington le choc des civilisations existe aussi à l'intérieur même des Etats-Unis et menace l'identité états-unienne ramenée à trois éléments : « *race blanche, langue anglophone, religion protestante* ». L'émigration latino-américaine et sa fécondité de 3% contre 1,8% pour les « *white* » remettent en cause la dite « identité » : « *L'immigration mexicaine, s'inquiète Huntington, mène actuellement à une reconquista démographique de territoires que les Américains avaient enlevés au Mexique par la force* » (la guerre entre le Mexique et les Etats-Unis en 1846-1848). Tout comme la crainte séculaire de l'impérialisme états-unien d'un « *Québec noir* » pour les Noirs majoritaires dans la Black Belt, à travers Huntington, le capitalisme US craint maintenant la formation d'un « *Québec hispanophone* » dans le sud-ouest états-unien. Dix des douze villes importantes situées du côté états-unien de la frontière mexicaine, précise Huntington, sont hispaniques à plus de 75 % (six d'entre elles le sont à plus de 90 %). Mais le plus grave, déplore Huntington, c'est que les Mexicains ne

veulent pas devenir Américains! La preuve : entre 66 % et 85 % d'entre eux insistent sur la nécessité pour leurs enfants de parler couramment l'espagnol qui de fait est aujourd'hui la seconde langue aux USA. Le droit à l'autodétermination de la nation en constitution Chicanos, au Nouveau Mexique notamment, a trouvé une expression politique avec la formule intégrationniste « nous sommes aussi l'Amérique » qui met l'accent sur l'égalité des droits, étape vers le droit à la séparation.

Notons qu'Obama, qui pour la première fois dans une campagne électorale américaine a diffusé des messages en espagnol à destination des Hispaniques, a aussi dans son programme « la fermeture des frontières » et la mise en place d'une taxe à payer - doublée de l'apprentissage de la langue anglaise - pour obtenir que les immigrants déjà sur place puissent obtenir la régularisation. Obama va-t-il résister aux sirènes bourgeoises d'un racisme anti-immigré et anti-hispanique ?! Et l'égalité des « races » qu'il prône à l'intérieur des USA sera-t-elle étendue aux peuples d'Amérique Latine, aux autres peuples opprimés, notamment d'Afrique ?!

Ces données non exhaustives indiquent que le capitalisme US s'est construit à la fois sur la base de l'exploitation de classe et de l'oppression raciale et nationale. C'est ce que notait fort justement déjà au XIXème siècle Karl Marx concernant l'Angleterre et les Etats Unis: *« L'Angleterre a maintenant une classe ouvrière scindée en deux camps ennemis: prolétaires anglais et prolétaires irlandais. L'ouvrier anglais ordinaire déteste l'ouvrier irlandais comme un concurrent qui abaisse son niveau de vie. Il se sent à son égard membre d'une nation dominatrice, devient, de ce fait, un instrument de ses aristocrates et capitalistes contre l'Irlande et consolide ainsi leur pouvoir sur lui même. Des préjugés religieux, sociaux et nationaux le dressent contre l'ouvrier irlandais. Il se conduit envers lui à peu près comme les « Blancs pauvres » envers les Noirs dans les anciens états esclavagistes de l'Union américaine. L'Irlandais lui rend la pareille largement. Il voit en lui à la fois le complice et l'instrument aveugle de la domination anglaise en Irlande. Cet antagonisme est entretenu artificiellement et attisé par la presse, les sermons, les revues humoristiques, bref par tous les moyens dont disposent les classes au pouvoir. Cet antagonisme constitue le secret de l'impuissance de la classe ouvrière anglaise, en dépit de sa bonne organisation. C'est aussi le secret de la puissance persistante de la classe capitaliste, qui s'en rend parfaitement compte »* (Marx à S. Meyer et A. Vogt-in Marx-Engels, *Correspondances*).

La division raciste de la société a été « le secret de l'impuissance » de la classe ouvrière états-unienne parce qu'elle a servi à recouvrir d'un voile épais et diviseur la lutte de classe des ouvriers contre leurs patrons. Et voilà que confronté à la plus grave crise économique et sociale depuis 1929, le système capitaliste états-unien fait appel à un représentant de l'élite bourgeoisie noire pour tenter d'éviter une crise politique majeure pouvant mettre en péril la dictature de classe de la grande oligarchie bourgeoise.

La IIIème Internationale Communiste a analysé, dès 1928, la dimension mondiale du pilier de l'oppression raciale et nationale organisée, édifiée par l'impérialisme : «*La question noire aux Etats-Unis doit être traitée en relation avec les questions et les luttes des Noirs dans d'autres parties du monde. La race noire est une race opprimée partout. Qu'elle constitue une minorité (Etats-Unis, etc.), une majorité (Afrique du Sud) ou qu'elle habite un soi-disant état indépendant (Libéria, etc.), les Noirs sont opprimés par l'impérialisme. Ainsi, un intérêt commun est établi pour une lutte révolutionnaire de libération raciale et nationale contre la domination impérialiste des Noirs dans les diverses régions du monde*» (Résolutions du CEIC et de la Commission Noire, 1928 et 1930).

Il est essentiel de comprendre l'importance pour le développement de la lutte de classe de ce que Karl Marx disait : «*les travailleurs à la peau blanche ne peuvent s'émanciper là où les travailleurs à la peau noire sont marqués au fer rouge* ». La marque au fer rouge imprégnée dans la peau des peuples noirs par le système impérialiste à travers le système bien développé d'oppression nationale et raciale les placent au bas de l'échelle sociale et nationale, affaiblit, divise et empêche la lutte commune de tout le prolétariat international. La lutte contre l'asservissement des travailleurs à la peau noire mine tout le système chauvin et raciste parce que si le racisme et le chauvinisme contre les Noirs sont vaincus alors toutes les prémisses du chauvinisme et du racisme sont minées pour tous les autres peuples opprimés et tout le système idéologique impérialiste séculaire du national-chauvinisme et du racisme s'effondre.

Si donc le choix d'Obama par le grand capital US obéit à un plan de sauvetage politique immédiat imposé par la crise du système capitaliste, objectivement à moyen et long terme, le second pilier sur lequel repose le capitalisme US – le racisme – prend un coup dont l'onde de choc stratégique va favoriser le rapprochement et l'unité des prolétaires états-uniens au delà de la 'race', de la couleur, de la religion et des origines.

VERS UN LARGE DÉVELOPPEMENT DE LA CONTRADICTION CAPITAL – TRAVAIL

Ainsi confrontée à une paupérisation aggravée due à la crise du système capitaliste et à l'affaiblissement en cours de la puissance impériale US, chaque classe sociale aux USA, sans en être forcément consciente, a utilisé la candidature d'Obama pour exprimer ses intérêts de classe. L'ouvrier blanc qui déclare avoir « voté pour le nègre » est encore imbu des préjugés racistes hérités de siècles d'oppression raciale et de division raciste de la société US, mais il vote quand même Obama parce que ses intérêts de classe l'y poussent objectivement. Les minorités noires, hispaniques, asiatiques, amérindiennes se sont saisis du vote Obama pour se « venger » des siècles d'oppression raciale et nationale subis.

Il n'y a que le raisonnement social-démocrate trotskiste nihiliste qui peut empêcher de discerner le sens historique, mais aussi la portée d'avenir que constitue le vote Obama d'aujourd'hui. Bien sûr le capitalisme ne tombera pas de son arbre comme un fruit mûr, il faudra qu'agisse le facteur subjectif, l'action consciente organisée du parti communiste des USA ; lequel, en s'impliquant dans la campagne Obama, a quasi doublé son nombre d'adhérents.

Lénine enseignait qu'il y a une dialectique entre la lutte pour les réformes démocratiques et la lutte pour le socialisme. La ségrégation, l'apartheid, le racisme ont été utilisés par la bourgeoisie pour maintenir sa domination de classe tout le long de l'histoire du capitalisme mondial, principalement US. L'heure arrive où ce second pilier de la dictature de classe du capital va perdre peu à peu de sa force, de sa vitalité, de son efficacité.

En contraignant la bourgeoisie US à choisir un président noir dans l'espoir de sauver pour un temps le capitalisme états-unien en crise et tenter de lui garder sa position hégémonique au plan mondial, l'histoire est, peut être, en train de jouer un tour dont elle seule a le secret. Comme pour les profits, les capitalistes sont inexorablement attirés par la plus value immédiate. Nous les communistes devons avoir en vue l'intérêt général du prolétariat aux USA et dans le monde tout en gardant la vision à long terme fondée sur l'unité entre le mouvement objectif et le but final. En effet le vote Obama émane de toutes les classes et couches sociales, principalement le monde du travail sans distinction de 'race', d'origine, de religion, de langue, qui dans l'urne ont manifesté chacune leur besoin d'en finir avec leurs souffrances, conséquences dramatiques de plusieurs décennies d'offensive libérale et conservatrice :

En 2002, le nombre de pauvres était passé à 34,6 millions, soit plus de 12% de la population. Plus de 40 millions d'Américains, soit 15% de la population, n'ont pas d'assurance maladie-invalidité. Les USA comptent plus de 3 millions de sans-abri. Treize millions de jeunes, soit plus de 10% des mineurs d'âge, sont sans toit. En 1997/98 lors de la « crise asiatique » plus de 80% des réserves de devises de la planète étaient en dollars. Fin 2007, 63,8% des réserves de devises dans le monde étaient en dollars contre 66,5% un an plus tôt. Sur la même période, la part de l'euro est passée de 24,4% à 26,4%. La perte d'influence du dollar est telle qu'au rythme actuel la part de l'euro serait de 30% vers 2010/12 et la banque Morgan Stanley estime même que vers 2015 le dollar ne représenterait plus que la moitié des réserves de devises mondiales. Aux États-Unis, la crise des *subprimes* ne touche pas que les institutions bancaires et les fonds de placement : elle atteint désormais les États fédérés. La chute des revenus des taxes foncières s'ajoute à une faiblesse structurelle des ressources des États fédérés, trop longtemps adeptes des théories libérales de baisses des impôts des riches. Résultat, le déficit cumulé de 13 États fédérés (Arizona, Californie, Caroline du Sud, Floride, Kentucky, Maine, Massachusetts, Minnesota, Nevada, New Jersey, New York, Rhode Island et Virginie) a atteint au moins 23 milliards de dollars en 2008 et la crise s'étendra

progressivement à d'autres États en 2010 (Alabama, Illinois, Maryland, Michigan, Missouri, Ohio, Oklahoma, Texas, Vermont et Wisconsin).

Dans le Financial Times, le Pr Jeffrey Garren, spécialiste de la finance et du commerce à la Yale School of Management est ainsi obligé d'expliquer : « *Il faut sans doute se rendre à l'évidence, nous assistons à la fin de la vague libérale déclenchée par Margaret Thatcher et renforcée par Ronald Reagan dans les années 1980. Au lieu de déréglementer et de privatiser, les Etats s'efforcent de reprendre le contrôle de leurs économies et par là même d'accroître leur influence sur le reste du monde. Un vent mauvais s'est levé (...). A la fin du XVIIIème siècle, le capitalisme a remplacé le féodalisme. Au XXème siècle, la liberté des marchés a remporté la mise. Aujourd'hui, le monde flirte avec une autre grande transformation de la philosophie et des règles du commerce mondial. Contrairement aux changements du passé, cette nouvelle trajectoire ne constitue pas un progrès* » (Courrier International, N°899 du 24 au 30/01/08).

Bref, en un mot, le capitalisme cowboy californien représenté par Bush père et junior s'est lancé dans un projet néolibéral de domination mondiale qui a ruiné en même temps la puissance 'impériale' US. Les capitalistes de la côte est – la Trilatérale représentés aujourd'hui par le parti Démocrate social-libéral - prennent le relais avec les mêmes objectifs de préservation de la domination mondiale US. Sauf que, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, les attentes sociales et de paix du peuple états-unien et du monde entier sont immenses, se sont traduites dans les urnes par le vote Obama et peuvent pousser à prolonger « l'insurrection dans les urnes » par l'insurrection tout court dépendamment du facteur subjectif.

Il y a cent cinquante ans, vers 1858, dans une allocution pour le jubilé du journal ouvrier The People's Paper sur la dialectique, Karl Marx faisait cette analyse qui trouve aujourd'hui un écho singulier : « *A notre époque chaque chose semble grosse de son propre contraire. Nous voyons les machines, qui possèdent la force merveilleuse de réduire et de rendre plus fécond le travail humain, en faire une chose rabougrie qu'elles consomment jusqu'à épuisement. Par un étrange maléfice, les nouvelles sources de richesse se transforment en autant de sources de misère. On dirait que les conquêtes de la science doivent être payées du renoncement à tout ce qui a du caractère. Même la pure lumière de la science ne peut apparemment briller que sur le sombre fond de l'ignorance* ». La contradiction de base de l'époque de l'impérialisme est celle entre la socialisation mondialisée de la production et l'appropriation privée mondialisée des richesses produites par le travail. C'est sur ce fondement là que se manifestent sous des formes de plus en plus brutales toutes les autres contradictions de l'impérialisme : capital/travail, impérialisme/peuples opprimés, capitalisme/socialisme.

Empêtré dans de telles contradictions à une échelle jamais atteinte auparavant dans l'histoire, le capitalisme US par l'élection d'Obama tente de se parer d'un plumage et un

ramage clinquant et voyant pour duper encore une fois les peuples. Mais le simple fait d'être obligé d'en arriver là signifie une certaine accélération de la décadence parasitaire de l'impérialisme.

Pour comprendre ce bouleversement qui est survenu dans le pays capitaliste le plus puissant, puissance qui a pris la tête de la croisade impérialiste qui a vaincu le premier Etat socialiste au monde, l'URSS, événement que chaque bourgeoisie au monde essaye d'interpréter et de récupérer à sa façon, il faut absolument garder à l'esprit cet enseignement magistral de Karl Marx : *« Les hommes font leur propre histoire, mais ils ne la font pas de plein gré, dans des circonstances librement choisies; celles-ci, ils les trouvent au contraire toutes faites, données, héritage du passé. La tradition de toutes les générations mortes pèse comme un cauchemar sur le berceau des vivants. Et au moment précis où ils semblent occupés à se transformer eux mêmes et à bouleverser la réalité, à créer l'absolument nouveau, c'est justement à ces époques de crise révolutionnaire qu'ils évoquent anxieusement et appellent à leur rescousse les mânes des ancêtres, qu'ils empruntent noms, mots d'ordre, costumes, afin de jouer la nouvelle pièce historique sous cet antique et vénérable travestissement et avec ce langage d'emprunt »* (Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte). En effet, les humains et les classes sociales agissent sous le coup des nécessités de la lutte de classe, du rapport des forces de classe, du niveau d'organisation et du degré de conscience politique. Ces propos de Marx se rapportent au XIXème siècle, période de transition du féodalisme au capitalisme en Europe.

Karl Marx nous décline les différentes formes politiques, les différentes postures politiques prises par le processus de la révolution bourgeoise antiféodale tout le long du XIXème siècle : *« C'est ainsi que Luther prit le masque de l'apôtre Paul, que la Révolution de 1789-1814 se déguisa alternativement en République romaine et en Empire romain, et que la Révolution de 1848 ne sut rien faire de mieux que de parodier tantôt 1789, tantôt la tradition révolutionnaire de 1793-1795. Il en est ainsi du débutant qui, ayant appris la langue nouvelle, la retraduit toujours en sa langue maternelle, mais il n'aura assimilé l'esprit de la langue apprise et ne pourra créer librement dans celle-ci que le jour où il saura s'y mouvoir sans nul ressouvenir et oubliera, en s'en servant, sa langue d'origine. (...) Camille Desmoulins, Danton, Robespierre, Saint-Just, Napoléon, les héros, ainsi que les partis et les masses de l'ancienne Révolution française, accomplirent sous le costume romain et avec des phrases romaines la tâche de leur temps : l'émancipation et la création de la société bourgeoise moderne. (...) Et ses gladiateurs trouvèrent dans les austères traditions classiques de la République romaine les idéaux et les formes d'art, les illusions dont ils avaient besoin pour se dissimuler à eux-mêmes le contenu étroitement bourgeois de leurs luttes et maintenir leur passion à la hauteur de la grande tragédie historique »* (idem).

Il en est aujourd'hui de même à notre époque, époque de l'impérialisme stade suprême du capitalisme parasitaire et décadent, époque de transition du capitalisme agonisant au

socialisme, étape vers le communisme. Si l'impérialisme US essaye d'utiliser le masque de la « République démocratique romaine » pour le mettre au service de « l'empire », Obama, c'est aussi le « costume » que portent aujourd'hui la classe ouvrière et les minorités nationales états-uniennes dans la phase actuelle de la lutte des classes et du rapport des forces actuelles.

DU MONDE UNIPOLAIRE À UN MONDE MULTIPOLAIRE, ÉTAPE VERS LA RÉVOLUTION SOCIALISTE

À l'échelle mondiale, la victoire d'Obama à la tête d'une puissance affaiblie est aussi le reflet d'un éclatement du monde unipolaire dominé par les USA. En effet les USA puissances hégémoniques perdent peu à peu leur pouvoir sur le monde. Ce facteur externe constitue une donnée nouvelle qui participe du processus d'affaiblissement du chef de file du monde capitaliste qui encerclait l'URSS jusqu'à sa mort en 1991. De nouvelles puissances émergent – Chine, Inde, Russie, Brésil – et prennent une place de plus en plus importante dans l'économie mondiale. Ces pays utilisent tous, à des degrés divers, le capitalisme d'état pour se développer. Ces pays connaissent des taux de croissance élevés de leur richesse pendant que la croissance s'effondre dans les pays de l'Union Européenne et aux USA.

L'hégémonie occidentale, principalement états-unienne, s'effrite donc sous les coups conjugués de l'avènement économique, politique et géostratégique sur la scène mondiale de la Chine, de l'Inde, de la Russie, du Brésil, de l'Iran, de la Corée du Nord, des défaites militaires subies par les USA en Irak et en Afghanistan et de la crise de surproduction qui mine le système impérialiste.

La Chine, ancienne semi-colonie et pays anciennement semi-féodal, a fait une révolution anti-impérialiste, antiféodale et anticoloniale en 1949 sous la direction du Parti Communiste avant de s'intégrer dans le camp socialiste né de la victoire de l'URSS, dirigée par Joseph Staline, successeur de Lénine, contre le monstre impérialiste nazi. La Chine dirigée par le Parti Communiste Chinois (PCC) a d'abord bénéficié de l'apport de l'URSS pour développer son industrie lourde, puis applique, depuis la fin des années 70, une politique économique de « capitalisme d'état » qui a accéléré sa croissance économique : ouverture ciblée aux délocalisations des entreprises à faible composition organique du capital, maîtrise des transferts technologiques qui font du pays un des ateliers du monde et investissements sur les marchés extérieurs de fonds souverains, c'est-à-dire de capitaux d'état.

Force est de constater que la Chine sous direction du PCC, mais aussi les autres pays véritablement émergents utilisent le capitalisme d'état pour se développer sans, pour

l'instant, réduire les autres pays en colonies ou rendre esclaves les autres peuples. On retrouve donc certaines caractéristiques de la stratégie de développement économique de la Chine en Inde, en Russie, au Brésil. Leur développement économique ronge les griffes acérées des brigands impérialistes occidentaux plantées dans les corps déchiquetés des peuples et pays opprimés. Et sur le plan politique, le Conseil de Sécurité de l'ONU, instrument jusqu'ici de l'assujettissement des pays et des peuples par les USA et l'UE, est maintenant traversé par une opposition grandissante de la Chine et de la Russie.

Les nationalisations des secteurs stratégiques, les résistances politiques et les alliances économiques comme l'Alternative Bolivarienne pour les Amériques (ALBA) antilibérales et anti-impérialistes du Venezuela de Chavez, de la Bolivie de Morales, de l'Equateur de Corréa, du Nicaragua d'Ortége, etc., dans le sillage de l'héroïque combat historique du Cuba des frères Castro, minent aussi la mainmise états-unienne sur l'Amérique du Sud. Notons à ce propos les lettres cinglantes de protestation des présidents Evo Morales et Raphaël Corréa contre les lois, les directives racistes prises par les Etats de l'UE contre les travailleurs étrangers qui travaillent dans les pays européens : l'UE vient en effet d'adopter le 18 juin 2008, par un vote du parlement européen, une loi qui permet d'emprisonner un sans-papier même mineur pour 18 mois avec en prime une interdiction de séjour dans les territoires européens de 5 ans ; et, sous la présidence française de l'UE, ces mêmes Etats européens ont osé organiser un sommet à Vichy, capitale du pétainisme collaborateur avec l'occupant nazi et responsable de la déportation notamment des Juifs, des Communistes et des Résistants entre 1940 et 1944, pour harmoniser les mesures racistes et xénophobes à l'échelle de l'Union Européenne.

Dans ces pays d'Amérique latine, on peut constater aussi le rôle économique stratégique de l'Etat pilotant une économie que nous pouvons ainsi qualifier de capitalisme d'état. Dans les années 90 dans le prolongement de la défaite du socialisme, de l'URSS, l'offensive idéologique de l'impérialisme triomphant imposa la pensée unique libérale. On assiste à un retournement de situation qui force même les impérialistes les plus libéraux à faire appel à l'Etat, à l'épargne nationale, aux contribuables à travers des « *nationalisations* » pour sauver les banques, les monopoles capitalistes, le capital financier de la débâcle.

Tous ces « *capitalismes d'état* » qui servent des objectifs différents posent donc la question du « *capitalisme d'état* » en tant que phase historique actuelle en contradiction avec le capitalisme privé. Dans un texte peu connu de Lénine intitulé « *Sur l'infantilisme 'de gauche' et les idées petites bourgeoises* » (mai 1918), voici ce que dit Lénine à propos du « *capitalisme d'état* » : « *Nous ne savons pas organiser nos propres forces pour la surveillance, charger un directeur ou un contrôleur bolchevik de surveiller, disons, une centaine de saboteurs qui viennent travailler chez nous. Dans cette situation, lancer des phrases telles que 'la socialisation la plus résolue', 'l'écrasement', 'briser définitivement', c'est se mettre le doigt dans l'œil. Il est typique, pour un révolutionnaire petit-bourgeois, de*

ne pas remarquer qu'il ne suffit pas au socialisme d'achever, de briser, etc. ; cela suffit au petit propriétaire exaspéré contre le grand, mais le révolutionnaire prolétarien ne saurait tomber dans une pareille erreur. (...) Or, ils (nos communistes de gauche) n'ont pas songé que le capitalisme d'état serait un pas en avant par rapport à l'état actuel des choses dans notre République des soviets. (...) Aucun communiste non plus n'a nié, semble t-il, que l'expression de République socialiste des Soviets traduit la volonté du pouvoir des soviets d'assurer la transition au socialisme, mais n'entend nullement signifier que le nouvel ordre économique soit socialiste. Mais que signifie le mot transition ? Ne signifie t-il pas, appliqué à l'économie, qu'il y a dans le régime en question des éléments, des fragments, des parcelles, à la fois de capitalisme et de socialisme ? Tout le monde en conviendra. Mais ceux qui en conviennent ne se demandent pas toujours quels sont précisément les éléments qui relèvent de différents types économiques et sociaux qui coexistent en Russie. Or, là est toute la question. Enumérons ces éléments :

- 1) l'économie patriarcale, c'est à dire dans une très grande mesure, l'économie naturelle paysanne ;*
- 2) la petite production marchande (cette rubrique comprend la plupart des paysans qui vendent du blé) ;*
- 3) le capitalisme privé ;*
- 4) le capitalisme d'état ;*
- 5) le socialisme.*

La Russie est si grande et d'une telle diversité que toutes ces formes économiques et sociales s'y enchevêtrent étroitement. Et c'est ce qu'il y a de particulier dans notre situation. (...) Ce n'est pas le capitalisme d'état qui est ici aux prises avec le socialisme, mais la petite bourgeoisie et le capitalisme privé qui luttent, au coude à coude, à la fois contre le capitalisme d'état et contre le socialisme. La petite bourgeoisie s'oppose à toute intervention de la part de l'Etat, à tout inventaire, à tout contrôle, qu'il émane d'un capitalisme d'état ou d'un socialisme d'état ».

Cet enseignement de Lénine interdit toute conclusion hâtive et non scientifique tendant à disqualifier les expériences actuelles de développement fondées sur le capitalisme d'état d'ex-pays du camp socialiste qui ont résisté à la déferlante contre-révolutionnaire bourgeoise comme la Chine, le Vietnam, Cuba, la Corée du Nord et les nouvelles expériences du Venezuela, de l'Equateur, du Nicaragua, etc. Expériences qui sont nées de la matrice qu'a constituée la Révolution bolchevique d'Octobre 1917.

Ces expériences en cours, étapes vers la transformation socialiste de l'humanité, sont les antithèses actuelles de ce que l'humanité est tout simplement en train de re-découvrir à l'occasion de la crise de surproduction actuelle du système capitaliste et que K. Marx expliquait au XIXème siècle dans son ouvrage magistral le Capital : *"Le capital a horreur de l'absence de profit. Quand il flaire un bénéfice raisonnable, le capital devient hardi. A 20% il devient enthousiaste; à 50% il est téméraire; à 100% il foule au pied toutes les lois humaines et à 300% il ne recule devant aucun crime..."* (Le Capital).

Les peuples et les travailleurs expérimentent dans la douleur le capitalisme « *remondialisé* », débarrassé pour l'instant du socialisme vainqueur dans un pays ou un groupe de pays et miné par ses propres contradictions au point que comme l'enseigne Lénine : « *l'impérialisme a développé les forces productives au point que l'humanité n'a plus qu'à passer au socialisme ou bien à subir pendant des années et même des dizaines d'années la lutte armée des grandes puissances pour le maintien artificiel du capitalisme à l'aide de colonies, de monopoles, de privilèges et d'oppressions nationales de toute nature* » (Le Socialisme et la Guerre).

Lénine en bon dialecticien précise ceci : « *Ce serait une erreur de croire que cette tendance à la putréfaction est incompatible avec une croissance rapide du capitalisme. Telles branches d'industrie, telles couches de la bourgeoisie, tels pays manifestent à l'époque impérialiste, avec une force plus ou moins grande, l'une ou l'autre de ces tendances. Dans l'ensemble, le capitalisme croît avec infiniment plus de rapidité que naguère, mais cette croissance devient, d'une façon générale, non seulement plus inégale, mais cette inégalité se traduit aussi en particulier dans la putréfaction des pays les plus riches en capital* » (Impérialisme stade suprême du capitalisme). Le capitalisme, à son stade suprême l'impérialisme, n'a plus rien à offrir à l'humanité. Le capitalisme porte en son sein la guerre, la misère, la maladie, la famine et la destruction de la nature comme la nuée porte l'orage. J.V. Staline définit ainsi la loi économique fondamentale de l'impérialisme: « *La loi qui convient le mieux à la notion de loi économique fondamentale du capitalisme est celle de la plus-value, celle de la naissance et de l'accroissement du profit capitaliste. En effet, elle détermine les traits essentiels de la production capitaliste (...). Les traits principaux et les exigences de la loi économique fondamentale du capitalisme actuel pourraient être formulés à peu près ainsi: assurer le profit capitaliste maximum par l'exploitation, la ruine et l'appauvrissement de la majorité de la population d'un pays donné, par l'asservissement et le pillage systématique des peuples des autres pays, surtout des pays arriérés, et enfin par les guerres et la militarisation de l'économie nationale utilisées pour assurer les profits les plus élevés* » (Problèmes économiques du socialisme).

Les peuples et les travailleurs découvrent l'ampleur de la catastrophe sociale, économique, politique et culturelle qu'est le capitalisme temporairement vainqueur du « socialisme réel » de l'URSS qui, 70 ans durant, aura permis toutes les avancées sociales, démocratiques, culturelles et patriotiques de l'humanité au XXème siècle.

C'est pour retarder l'inévitable chute du capitalisme que l'impérialisme US a décidé à l'occasion de cette élection de faire élire un Noir à la présidence. Objectivement ce besoin, cette nécessité est une avancée, une étape par laquelle il faut passer, vers l'inévitable avenir communiste de l'humanité.